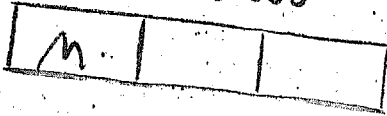


21 DEC 1950



Distr.
RESTREINTE
SR/GM/3
9 mars 1950
ORIGINAL : FRANCAIS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

D'UNE SEANCE ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION
ET LES DELEGATIONS ARABES

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 9 mars 1950 à 16 h. 30

Présents :	M. de Boisanger	(France) - Président
	M. Yalcin	(Turquie)
	M. Palmer	(Etats-Unis)
	M. de Azcarate	Secrétaire principal
	M. Abdel Monem Mostafa	Représentant de l'Egypte
	M. Hafez Abdulhadi	Représentant du Royaume-hachémite de Jordanie
	M. Jamil Mikaoui	Représentant du Liban
	M. Ahmed Choukairi	Représentant de la Syrie.

Le PRESIDENT souhaite la bienvenue aux délégués des Etats arabes. La Commission a pensé qu'il était bon de compléter les très nombreux entretiens que ses membres ont eus avec les délégations arabes en fournissant à celles-ci l'occasion de lui présenter d'une manière plus officielle certaines explications ou indications utiles pour la suite des travaux de la Commission.

M. MIKAOUI (Liban) donne alors lecture d'une note reproduite in extenso ci-après par laquelle il répond à la déclaration faite le 30 janvier 1950 par le Président de la Commission (SR/GM/1) et à la note lue par M. Rafaël, délégué d'Israël à la même date (SR/GM/2, pp. 4 à 7) :

"Avant de commenter la déclaration que M. l'Ambassadeur Palmer a bien voulu prononcer le 30 janvier dernier au nom de la Commission, j'estime qu'il est de mon devoir, Monsieur le Président, de réaffirmer une fois de plus que l'attitude de mon Gouvernement vis-à-vis de votre honorable Commission non seulement n'a pas changé, mais que son espoir en la réussite de votre mission est chaque jour plus grand, vu la ténacité, l'abnégation et l'esprit de justice dont vous êtes animés.

La déclaration de M. Palmer est complète. A mon sens, il a considéré la question palestinienne sous ses aspects les plus divers : il a parlé des réfugiés, de la question territoriale, de la médiation, des contacts directs, des accords collectifs et distincts, des suggestions opportunes que les délégués arabes pouvaient soumettre à la Commission. Monsieur l'Ambassadeur, vous l'avez fait avec le tact et le doigté qui vous caractérisent et devant lesquels nous ne pouvons que nous incliner.

Cependant, ces problèmes si délicats méritent d'être repris et commentés séparément. Certes, nous avons déjà eu l'honneur de vous expliquer notre point de vue dans des entretiens privés et officieux. Il nous semble toutefois indispensable de donner à la Commission une réponse officielle, qui pourrait mettre en lumière certains points, à notre avis très importants.

Je laisserai de côté la question de Jérusalem, puisque ladite déclaration a rappelé qu'elle était maintenant entre les mains du Conseil de tutelle.

Concernant les réfugiés, la Commission a bien voulu mentionner l'Office de Secours et des Travaux des Nations Unies, créé par la Résolution de l'Assemblée générale du 8 décembre 1949 et qui a pour but d'établir un programme défini, en vertu duquel des travaux locaux assureraient à un grand nombre de réfugiés des moyens d'existence qui les rendraient indépendants de l'assistance directe. C'est certes là une tâche importante, susceptible d'alléger les misères d'une partie de ceux qui ne voudraient pas regagner la terre de leurs ancêtres. Le Gouvernement et la Délégation du Liban s'intéressent vivement audit programme et sont prêts à collaborer avec les organismes des Nations Unies dans leur oeuvre de secours. Du reste, l'accueil que mon Gouvernement ainsi que tous les Etats arabes ont réservé à la

Mission économique pour le Moyen-Orient et l'aide efficace qu'ils lui ont apportée prouvent clairement leurs intentions et leurs désirs.

Les gouvernements de Syrie et de Jordanie - nous le savons, - ont déclaré qu'ils étaient disposés à admettre l'établissement sur leur territoire des réfugiés qui ne désireraient pas être rapatriés. Leur offre ne concerne donc qu'une infime minorité, à savoir ceux qui se refusent à vivre dans des régions contrôlées par les Juifs. Et qu'il me soit permis de souligner en passant que cette offre n'est pas le résultat de l'activité de votre honorable Commission, ou des Nations Unies : elle est le fruit d'un acte généreux, témoin de la volonté ferme que les deux pays précités partagent avec tous les autres Etats du monde arabe de résoudre le problème des réfugiés. Et si, pour des raisons qu'il serait inutile de développer ici, le Liban ne peut suivre leur exemple, il est certain que le gouvernement hachemite de Jordanie et le Gouvernement de Syrie ont fait l'offre en question parce que des liens indéfectibles de fraternité unissent les populations arabes à leurs frères palestiniens.

M. L'Ambassadeur Palmer a ensuite mentionné la déclaration de la délégation juive à Lausanne, disant que les autorités de Tel Aviv étaient prêtes à accepter sur leur territoire une population arabe de 250.000 personnes. Je ne m'y attarderai pas, car mes collègues, à Lausanne, vous ont déjà exprimé leur opinion à ce sujet. Et si mes souvenirs sont exacts, votre Commission elle-même avait trouvé ladite offre si insignifiante qu'elle n'avait pas cru devoir la communiquer officiellement aux représentants arabes. D'ailleurs, avec votre permission, j'en reparlerai en commentant le discours du délégué juif.

Monsieur le Président, je serai obligé de vous retenir très longtemps. Et ceci - croyez-moi - n'est pourtant pas dans mes habitudes. Mais les questions soulevées soit par la déclaration de la Commission, soit par la réponse juive, me forcent à faire le point minutieusement. C'est pourquoi je vous demanderai, ainsi qu'aux honorables membres de la Commission, un peu de patience et d'attention; et vous avez déjà souvent prouvé que vous en avez beaucoup.

La Commission a conclu qu'elle restait saisie du problème du retour des réfugiés dans leurs foyers et de la question de l'indemnisation, conformément aux termes du paragraphe 11 de la Résolution du 11 décembre 1948, confirmés par celle du 8 décembre 1949. Elle a ajouté que, depuis un certain temps, elle examinait cette dernière question et qu'au cours des séances à venir, elle espérait trouver un moyen de surmonter les difficultés et de parvenir finalement à une solution équitable.

Mais qu'en est-il du retour des réfugiés, Monsieur le Président ? Vous avez omis de nous dire ce que vous avez l'intention de faire à ce sujet, qui demeure pourtant le problème capital.

Secours aux réfugiés, établissement d'une infime partie d'entre eux - ceux qui ne veulent pas retourner sur les territoires contrôlés par les autorités de Tel Aviv -, indemnisation, tout ceci, Monsieur le Président, n'est qu'accessoire et ne résout pas la question des réfugiés. Cette question est résolue, elle l'est définitivement et depuis longtemps par l'acte même de création de votre honorable Commission datant du 11 décembre 1948, qu'il est nécessaire de revoir de temps en temps. Le paragraphe 11, auquel la Commission a bien voulu faire allusion dans la déclaration de son Président, stipule clairement : "L'assemblée générale décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible ..."

Dans ladite résolution, l'Assemblée générale a exprimé nettement sa satisfaction quant aux progrès accomplis par le médiateur des Nations Unies, elle a remercié le médiateur par intérim; elle a créé une Commission de conciliation; elle a invité le Conseil de sécurité à prendre de nouvelles mesures en vue d'assurer la démilitarisation de Jérusalem; elle a donné des instructions à la Commission de Conciliation. Mais elle a décidé le retour des réfugiés, de tous les réfugiés.

Puis-je respectueusement, Monsieur le Président, demander à la Commission quelles sont les mesures qu'elle a prises pour mettre en exécution cette décision ?

Je suis navré de devoir constater que, jusqu'à maintenant, rien n'a été fait dans ce domaine. Et pourquoi ? Parce qu'une seule partie, les Juifs, se sont opposés à une mesure qui est pourtant le vœu de l'écrasante majorité - pour ne pas dire de la totalité - des réfugiés. Vous me répondrez peut-être que plusieurs familles dispersées ont été rapatriées. Je prierai alors votre honorable Commission de se référer à la lettre qu'elle nous a communiquée officiellement en date du 2 février 1950 relevant que 790 réfugiés seulement ont pu rentrer chez eux, depuis la création de la Commission de conciliation. Qu'est ce nombre en regard d'un million de malheureux qui vivent sous des tentes, mal nourris, mal vêtus - car il n'est pas question de chauffage - parmi lesquels la tuberculose et d'autres maladies font des ravages effrayants ? Qu'est ce nombre en regard de la décision de l'Assemblée générale ordonnant de permettre aux réfugiés de réintégrer leurs foyers, et ceci sans aucune limitation ?

Non, Monsieur le Président : Ni l'indemnisation, ni le retour de quelques réfugiés ne sont une mise en exécution de la Résolution du 11 décembre 1948. Et ceci, non seulement de l'avis des Gouvernements arabes, mais comme il ressort d'une phrase de Abdel Halim Mahfouz bey, Commissaire général des secours aux réfugiés (journal "Al Masri", du 9 février 1950), à la suite d'une tournée d'inspection dans les camps de ces malheureux : "Ce qui est étonnant est que tous les réfugiés que j'ai pu voir dans ma tournée étaient unanimes à dire 'Nous ne voulons pas de nourriture, nous ne voulons ni couvertures, ni vêtements, ni logements, car tout ceci n'apporte pas une solution à notre drame. Tout ce que nous voulons, c'est que vous nous donniez la possibilité de retourner dans notre pays. Et si vous le faites, nous vous promettons de ne rien vous demander'".

Monsieur le Président, je ne veux pas m'attarder plus sur ce point. Mais qu'il me soit permis d'insister une fois encore auprès de la Commission, non seulement au nom du Gouvernement libanais, que j'ai l'honneur de représenter ici, mais au nom de ces centaines de milliers de malheureux, et je dirai même au nom de tout être soucieux de la dignité de la personne humaine, qu'il me soit permis - dis-je - de lui demander ce qu'elle a l'intention de faire de la décision des Nations Unies concernant le retour des réfugiés ?

Parlant de la question territoriale, la Commission a estimé que les positions prises par les Arabes et les Juifs dans leurs notes respectives du 29 et du 31 août 1949 étaient trop éloignées l'une de l'autre pour pouvoir fournir la base d'une conciliation effective et qu'en conséquence, elle invitait les deux parties à les reconsidérer.

Ceci est vrai, Monsieur le Président ; les deux points de vue sont trop éloignés. Mais puis-je vous demander en fonction de quoi vous les avez étudiés ? Peut-être avez-vous pensé que vous deviez les considérer en fonction l'un de l'autre. Si tel est le cas, la conclusion à laquelle vous êtes arrivés est parfaitement exacte : la différence qui les sépare est trop grande. Mais, pour notre part, nous ne sommes pas d'avis que ce soit là la juste façon de les juger.

Votre Commission a été créée par la volonté des Nations Unies. En conséquence, elle est liée par toutes les décisions de cet organisme international ; elle a le devoir de s'y conformer strictement. Or, en examinant la position juive quant à la question territoriale, l'a-t-elle fait en fonction de la décision de partage de 1947 ? Car, après tout, cette décision existe encore !

Et quand elle s'est occupée de déterminer l'attitude adoptée par les délégués arabes réunis, a-t-elle pris comme critère le Protocole du 12 mai signé et approuvé par les deux parties et entériné par votre honorable Commission ? Certes non. Car si tel avait été le cas, elle aurait conclu en toute objectivité que la position des Arabes est parfaitement conforme aux décisions des Nations Unies et que non seulement elle peut fournir une base à une conciliation, mais qu'en l'occurrence elle est la seule base possible.

Là aussi, Monsieur le Président, nous vous serions infiniment reconnaissants de reconsidérer la déclaration de la Commission et d'établir la responsabilité de la partie qui refuse la conciliation et n'accepte pas de se plier à la volonté des Nations Unies.

Avant de conclure, M. Palmer a bien voulu rappeler, au nom de la Commission, le vœu qu'ont exprimé les délégations arabes à New-York de voir

ladite Commission d'assumer les fonctions de médiateur. Il semble que celle-ci n'ait pas encore choisi la meilleure manière d'exercer ces fonctions - d'ailleurs prévues par l'Assemblée générale. Si les Arabes ont fait une telle suggestion, c'est pour aider la Commission à progresser. Du reste, comme vous avez pu le constater, certaines décisions des Nations Unies votées depuis plus de deux ans n'ont pas encore été mises en exécution.

En ce qui concerne l'aide que la Commission est prête à fournir aux parties pour parvenir à des accords soit collectifs, soit distincts tant à l'égard des grands problèmes que sur des questions de caractère plus local, permettez-moi de vous dire, Monsieur le Président, que le problème palestinien intéresse au même titre tous les gouvernements arabes. Aussi, en remerciant la Commission, ma Délégation estime de son devoir de rappeler que, déjà à Lausanne, elle avait manifesté sa volonté d'être entendue en même temps que les autres délégations arabes, qui, d'ailleurs, avaient été unanimes à vouloir être considérées comme une seule partie; et nous persistons à croire que cette procédure doit continuer à être suivie à Genève.

Dans sa conclusion, M. Palmer a eu la grande amabilité de nous affirmer que la Commission était disposée à prendre en considération nos suggestions. Nous vous en savons gré, Messieurs, et nous userons volontiers de cette offre. C'est pourquoi, après avoir commenté la déclaration du Délégué juif, je me permettrai de répondre à la question des pourparlers directs soulevée dans la déclaration de la Commission et de vous soumettre quelques propositions que nous jugeons opportunes et nécessaires.

Pour la première fois, votre honorable Commission nous a communiqué le procès-verbal de sa séance du 30 janvier 1950 avec le Délégué juif. Les commentaires de ce dernier appellent de notre part une réponse, car ils révèlent la nouvelle attitude des sionistes envers le problème des réfugiés, le Protocole du 12 mai et la procédure que votre Honorable Commission devrait, selon eux, suivre désormais.

Selon le procès-verbal, le Délégué juif n'a fait que lire une note préparée au préalable. Or, je dois avouer, Messieurs, qu'après avoir pris connaissance de ce texte, ma première impression fut que l'auteur s'était "trompé de tiroir" et qu'au lieu d'une déclaration rédigée soigneusement pour être discutée avec la Commission de Conciliation, il avait apporté un papier pour haranguer la foule de Tel-Aviv. Car non seulement le fond n'a rien de conciliant, mais les termes mêmes en sont arrogants. Ce ton m'a fait songer aux trop fameux discours qu'Hitler prononçait pour camoufler ses agressions injustes et meurtrières, tout en se réclamant du droit et de la paix.

En parlant du "quatrième round du combat", l'orateur a sans doute voulu faire allusion à la guerre, cette guerre "que les Juifs - dit-il - n'ont ni entreprise, ni perdue".

Non, nous ne pouvons plus, Messieurs, rester sourds à une telle propagande mesquine et erronée.

Qui a voulu la guerre en Palestine ? Sont-ce les milliers de réfugiés arabes qui ont fui devant une force brutale, dont la réputation précédait la réalité et qui obligeait de paisibles paysans habitants de villages ouverts et indéfendables, attachés à leurs terres depuis des siècles, à s'en aller, laissant derrière eux maisons, domaines, fortune et souvenirs ? Ou les Etats arabes, qui sont accourus à leur secours pour essayer de mettre un frein à une agression unique dans les annales de l'histoire et qui, hélas, en ont été empêchés par ordre du Conseil de Sécurité ?

Ce ne sont ni les uns, ni les autres, mais ces étrangers venus des quatre coins du monde, instruits pendant des années dans des camps spécialement installés pour l'entraînement de tels agresseurs. Ce sont les sionistes qui ont déclenché l'attaque, dûment préméditée, pour s'emparer de vive force et contre le gré de ses habitants d'une terre qui, depuis un temps immémorial, est entre les mains des Palestiniens arabes.

Les sionistes vous ont affirmé qu'ils n'ont pas perdu la guerre. Ils ont décidément la mémoire courte. Ils ont oublié leurs démarches pressantes auprès des Chancelleries du monde entier, les implorant d'intervenir pour que le

Conseil de Sécurité ordonnât le "Cessez le feu" au moment où les armées arabes étaient à douze kilomètres de Tel-Aviv. S'ils n'ont pas perdu la guerre, ils ne l'ont certes pas gagnée. Il est vrai qu'actuellement, ils occupent des territoires situés au delà des frontières prévues par la décision de partage de 1947; mais ils s'y sont installés après l'armistice en Palestine décrété par les Nations Unies.

Le délégué juif vous a assuré que ses prédécesseurs avaient mis beaucoup de bonne volonté pour amener les Gouvernements arabes à adopter une attitude conforme à la résolution du Conseil de Sécurité du 16 novembre 1948 et à celle de l'Assemblée Générale du 11 décembre 1948, invitant les parties intéressées à entamer des pourparlers de paix, des pourparlers directs de paix.

A quoi tend une telle déclaration ? A vous induire en erreur, Messieurs. Pourtant, les documents précités sont clairs et succincts et votre honorable Commission avait déjà répondu à ce refrain, que les sionistes ne cessent de répéter depuis longtemps, par sa lettre du 10 novembre 1949 (page 5) :

"La Résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée Générale a invité les Gouvernements et les Autorités intéressées à rechercher un accord par voie de négociations soit directes, soit avec la Commission de Conciliation".

Par conséquent, non seulement ladite Résolution ne laisse place à aucun malentendu, mais encore, dans la lettre précitée, votre honorable Commission en a donné une interprétation parfaitement exacte. Toutefois, les Juifs semblent ignorer et la Résolution et son interprétation. N'a-t-il pas raison le proverbe français qui dit: "Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre" ?

Laquelle des deux parties, Messieurs, refuse de se soumettre aux Résolutions de l'Assemblée Générale ? Les Arabes ? qui ont accepté l'internationalisation des Lieux Saints et continuent à la défendre au Conseil de Tutelle ? Ou bien les Juifs, qui la combattent ? Qui s'oppose à l'exécution du paragraphe 11 de la Résolution du 11 décembre 1948 ? Sont-ce les Arabes, qui n'ont cessé de réclamer le retour des réfugiés dans leurs foyers ? Ou les Juifs, qui ont tout fait pour empêcher que cette décision ne devienne réalité, tantôt en acceptant d'accueillir un nombre insignifiant de réfugiés, tantôt en retirant purement et simplement

leur offre, comme lors de la dernière séance officielle ? Qui refuse maintenant la décision de partage de 1947 et qui ne respecte pas sa signature apposée sur le Protocole du 12 mai, en présence de votre honorable Commission ? Les Arabes, qui ont toujours affirmé qu'ils maintenaient leur position à l'égard dudit Protocole ? Ou les Juifs, pour qui, selon l'expression de leur représentant, il s'agissait là seulement d'un "expédient de procédure, qui a fourni simplement une base à discussion restée au même point depuis huit mois" ?

Et pourquoi ces discussions sont-elles restées au même point depuis huit mois ? La réponse est aisée: C'est parce que, en dépit des décisions des Nations Unies et en dépit de leur signature, les Juifs se sont opposés et s'opposent encore au retour des réfugiés, à l'internationalisation des Lieux Saints et veulent garder tous les territoires qu'ils occupent injustement en pratiquant la politique du fait accompli.

Pour eux, refuser d'accepter les décisions des Nations Unies, empêcher le retour des réfugiés, élire Jérusalem comme capitale et y transférer leurs bureaux ministériels, malgré la Résolution de l'internationalisation, tout cela se traduit en leur langage par "défendre les principes fondamentaux de la Charte",...

L'orateur vous a aussi déclaré qu'après avoir offert de porter à 250.000 le nombre des habitants arabes sur le territoire contrôlé par les Juifs, les autorités de Tel Aviv estiment que cette question doit être réexaminée, car la composition ethnique de la population sioniste s'est profondément modifiée.

Là également, une mise au point est indispensable. Donc, si nous comprenons bien, les Juifs rétractent maintenant même leur offre - pourtant bien modique-, du reste jamais acceptée par les Etats arabes et qui, plus encore, était loin d'être conforme à la Résolution du 11 décembre. Parlant au nom de son peuple et devant la Commission de Conciliation, le délégué sioniste a affirmé que son gouvernement avait tendu

la main à la partie adverse, mais que celle-ci ne l'avait pas prise. Et il se demandait combien de temps on peut rester ainsi sans se fatiguer.

Messieurs, cette main, nous l'avons vue tendue en effet à plusieurs reprises déjà. Nous l'avons vue tenant une arme, égorgeant des enfants, éventrant des femmes, tuant des vieillards, chassant des gens paisibles de chez eux. Nous l'avons vue déchirant les résolutions de l'Assemblée générale. Nous l'avons vue enfin repoussant l'internationalisation des Lieux Saints.

Que les Juifs le sachent: Délégué du Liban, je ne suis pas venu à Genève - comme mes prédécesseurs n'étaient pas allés à Lausanne, ni à Beyrouth - pour entendre des menaces. Nous sommes venus auprès de la Commission de Conciliation pour lui demander de mettre en exécution les décisions des Nations Unies, pour collaborer sincèrement avec elle et l'aider dans sa mission si grave et si délicate.

Les autorités de Tel Aviv considèrent aujourd'hui le Protocole du 12 mai comme un expédient de procédure, une base de discussions stériles. Quant à nous, Messieurs, j'ai déjà eu l'honneur de le dire et je le répète, nous maintenons notre position vis-à-vis du Protocole du 12 mai, car nous avons l'habitude de respecter notre signature.

Les sionistes, Messieurs, n'aiment pas les médiateurs et ils l'ont prouvé. C'est pourquoi ils vous demandent aujourd'hui de ne pas jouer ce rôle, sans se soucier de savoir si, aux termes de la Résolution de l'Assemblée générale, vous avez le droit de le faire ou non. Car - prétendent-ils - si elle assumait de telles fonctions, votre Commission risquerait de donner des points "à la partie récalcitrante, sans la contraindre en aucune façon à suivre les conseils pacifistes".

Et qui est la partie récalcitrante ? Pour les Juifs, c'est certainement celle qui accepte toutes les décisions des Nations Unies sans aucune restriction, c'est-à-dire les Arabes. Ils veulent aujourd'hui une seule procédure et ne voient qu'une seule issue: obliger les Arabes à se prêter à des négociations directes de paix. "Si les Arabes refusent de s'y plier, la Commission doit établir clairement leur responsabilité, et c'est ainsi qu'elle servira - disent-ils - au mieux la cause de la paix..."

Donc, plus de conciliation, ni même de médiation.

Monsieur le Président, Messieurs. Des déclarations comme celle que je viens de commenter sont édifiantes et significatives, non seulement pour les Délégations arabes, mais pour votre honorable Commission également.

L'an dernier, nous étions allés à Lausanne pour étudier les moyens les plus efficaces et les plus rapides de mettre à exécution la décision concernant le retour des réfugiés. Les Juifs s'y sont opposés, demandant que la question territoriale soit examinée simultanément. Je ne rappellerai pas ici le rôle joué par votre honorable Commission, sa bonne volonté et ses efforts pour nous convaincre d'accepter ce point de vue. Elle y est parvenue et les deux parties ont signé le Protocole du 12 mai. Mais par leur carence, les Juifs ont paralysé la procédure prévue dans ledit document. Ils en ont refusé un des principes essentiels, qui était pourtant déjà inclus dans les Résolutions des Nations Unies du 11 décembre 1948. Mieux encore; Ils qualifient aujourd'hui le Protocole du 12 mai d'"expédient de procédure". Pour nous, Messieurs, c'est beaucoup plus; c'est un instrument diplomatique, auquel nous ne pouvons envisager des dérogations. Nous sommes prêts à poursuivre les négociations et notre collaboration avec la Commission sur la base de ce Protocole.

=====

Monsieur le Président, Messieurs. J'en arrive maintenant aux suggestions que vous avez bien voulu nous demander.

A notre sens, rien ne peut empêcher la Commission de Conciliation de continuer sa tâche avec les deux parties, tant que celles-ci sont prêtes à respecter la volonté des Nations Unies et leur propre signature. Mais si l'une d'elles veut dicter sa volonté, la Commission n'est pas obligée de la suivre; elle peut et doit alors s'en tenir à sa collaboration avec l'autre partie sur la base du Protocole du 12 mai, en se conformant aux décisions prises par les différents organismes des Nations Unies. Elle peut assumer le rôle de médiateur, puisque l'acte de

sa création même l'y autorise. Et nous sommes d'avis qu'il est grand temps de poursuivre les travaux auxquels elle est destinée, car plus on tarde à mettre en exécution les décisions précitées, plus ces décisions, toutes sans exception, perdent de leur valeur. Et des attermolements plus longs risquent non seulement d'assombrir l'atmosphère déjà trouble qui règne dans le Moyen-Orient, mais encore de l'envenimer.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je dois vous dire, au nom de mon Gouvernement, que nous n'avons pas envisagé - et nous ne sommes pas en mesure de le faire - des négociations directes avec les Juifs, vu les motifs précédemment et longuement exposés. Nous sommes donc prêts à travailler de concert avec votre Commission sur la base indiquée plus haut, à savoir: décisions des Nations Unies et Protocole du 12 mai.

De plus, puis-je rappeler respectueusement à votre honorable Commission que j'estime qu'il est indispensable de soumettre à la prochaine Assemblée des Nations Unies le résultat de vos efforts en établissant les responsabilités et l'attitude des deux parties intéressées à la question palestinienne. Car les auteurs des Résolutions en cause doivent savoir à qui imputer leur non-exécution; ils ne doivent pas ignorer qui les respecte et qui les bafoue.

Le PRESIDENT, répondant aux passages de la note ci-dessus qui traitent de la question des réfugiés, marque nettement qu'il ne faudrait pas croire que la Commission n'est pas préoccupée de voir comment la résolution de l'Assemblée générale peut être appliquée, en ce qui concerne les réfugiés. Ce n'est évidemment pas par le regroupement de quelques familles dispersées, qu'elle s'est efforcée de réaliser pour des raisons d'humanité, qu'elle considère avoir répondu aux instructions de l'Assemblée générale. La solution du problème des réfugiés deviendra peut-être plus facile lorsque l'Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine aura pris ses fonctions.

Parlant de l'ensemble de la note, il déclare que la Commission y réfléchira et reprendra l'étude des questions qu'elle soulève, avec les intéressés.

M. MOSTAFA (Egypte) assure la Commission de son désir de collaborer avec elle tant pour la solution de la question des réfugiés que pour les autres problèmes. Il met en lumière l'importance du problème des réfugiés. Leur apparition et la croissance continue de leur nombre sont la conséquence des événements survenus en Palestine à partir de la fin de l'année 1947. Les réfugiés ont perdu l'espoir de réintégrer leurs foyers; ils risquent de se laisser séduire par un nihilisme destructeur et d'embrasser des doctrines subversives. Leur lente désagrégation, qui résulte d'une vie indigne, est pour le monde entier une cause d'instabilité que tout commande de faire disparaître au plus vite.

Le PRESIDENT fait remarquer que la Commission est pleinement consciente de la gravité sans cesse croissante du problème des réfugiés. Il remercie le délégué de l'Egypte de la collaboration dont il vient d'assurer la Commission.

M. MIKAOUI (Liban) remercie le Président des paroles par lesquelles il a accueilli son exposé. Il est heureux de savoir que la Commission a toujours en vue le grave problème des réfugiés.

Il souhaiterait savoir si, depuis les six dernières semaines, la Commission a eu le temps d'étudier les questions qui concernent le problème de la médiation.

Le PRESIDENT indique, en réponse, que la Commission a consacré plusieurs échanges de vues à ce problème dont la gravité exige une minutieuse mise au point et qui suppose le concours des gouvernements représentés à la Commission. Il pense que la Commission pourra, dans quelque temps, faire connaître aux délégations les conclusions de ses travaux en la matière.

M. CHOUKAIRI (Syrie) s'associant aux paroles prononcées par les délégués du Liban et de l'Egypte, ajoute que la Commission connaît bien la position de sa délégation. Il espère que les prochaines réunions seront consacrées à l'étude des moyens d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 17 heures 30.